



On peut dire « Non »

Lundi 6 juillet 2015

Il fallait les entendre, les dirigeants de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), promettre les flammes de l'Enfer à la population grecque s'il lui venait l'audace de refuser les mesures qu'ils voulaient lui imposer. Eh bien cela n'a pas suffi. À 61 %, les électeurs grecs ont voté « Non » au référendum portant sur l'acceptation de ces mesures.

Recul de l'âge de la retraite, baisse ou gel des pensions de retraite, hausse de la TVA, facilitation des licenciements, baisse des aides sociales, baisse des salaires dans le public, privatisations, etc. Ces mesures n'ont qu'une cible : les travailleurs et les classes populaires de Grèce, qui se sont déjà considérablement appauvris ces dernières années, et à qui on demande encore de s'appauvrir. C'est bien à ces couches sociales, et non aux bourgeois grecs, que l'on demande de baisser la tête en acceptant de se faire une nouvelle fois dépouiller.

Cette fois-ci, le chantage n'a pas fonctionné. On ne peut que se réjouir de voir les funestes projets des dirigeants de ce monde contrecarrés... du moins pour le moment.

Je suis un travailleur grec

Depuis quelques semaines, des politiciens de gauche et de droite français, bien aidés en cela par les principaux médias, s'évertuent à nous mettre dans la peau d'un créancier de l'État grec. On a même tenté de nous faire croire que les Grecs devaient de l'argent à chaque contribuable français. Alors même qu'en réalité l'État français s'est enrichi avec la dette grecque. Les mêmes applaudissaient quand le gouvernement nous a fait les poches, réellement cette fois-ci, afin d'offrir 40 milliards d'euros au patronat français.

Mais qu'avons-nous de commun avec ces créanciers ? Qu'avons-nous de commun avec une Christine Lagarde, directrice du FMI, prête à punir la population grecque en commençant par les plus pauvres parce que l'État n'a pas pu rembourser les 1,5 milliard d'euros qu'il devait au FMI ? La même était moins regardante quand il s'agissait, alors qu'elle était ministre française des Finances, de faire un cadeau fiscal de 1,7 milliard d'euros à la Société générale au moment de l'affaire Kerviel. C'est cette personne, mise en examen pour « négligence » pour avoir fait perdre à l'État 400 millions d'euros dans l'affaire Tapie, qui vient faire la morale à la population grecque !
Qu'avons-nous de commun avec un Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, qui exige de la Grèce un budget excédentaire, alors que lui-même, étant à la tête du gouvernement du Luxembourg,

organisait l'évasion fiscale vers son pays ? Qu'avons-nous de commun avec Hollande et Merkel, prêts à enfoncer la tête des couches populaires grecques sous l'eau pour satisfaire l'appétit de quelques vautours, qu'il s'agisse des banques, des institutions financières internationales ou des États, français et allemand en premier lieu ?

La population grecque n'est pas responsable de cette dette. L'État grec lui-même, s'il n'est pas du côté de sa population, est bien plus faible que les États avec lequel il négocie. Or, comme dans le reste de la société capitaliste, la relation entre créancier et débiteur est régie avant tout par une règle : la loi du plus fort.

Comme les travailleurs de Grèce, nous subissons ici les chantages continuels du patronat : acceptez de voir votre condition se dégrader, ou alors on licencie. Comme en Grèce, la dette est devenue le prétexte à toutes les attaques contre les services publics, quitte à user jusqu'à la corde ceux qui y travaillent. Car, voyez-vous, l'hôpital, les communes, l'État sont endettés. Et il faudrait tout accepter ? Comme les travailleurs de Grèce, nous subissons peut-être demain ce que les banques et les États coalisés leur ont imposé.

Se donner les moyens d'un vrai « Non »

Le « Non » au référendum, s'il exprime le refus de la population grecque de se voir une nouvelle fois appauvrie, ne résout aucun des problèmes qui se posent aux travailleurs de Grèce. Car les dirigeants des banques et des États ne relâcheront pas aussi facilement que cela leur emprise sur la population de ce pays. Ils veulent en faire un exemple politique, pour démontrer qu'il ne faut pas leur résister.

S'il faut trouver de l'argent, il faut aller le chercher là où il se trouve : dans les coffres-forts de la bourgeoisie. Chez les riches armateurs grecs et l'Église de Grèce, puissant propriétaire foncier, qui sont exonérés d'impôts. Parmi les biens des grands bourgeois grecs, notamment ceux qui sont allés planquer leurs milliards en Suisse. Dans les réserves des banques. En prenant sur le budget de l'armée, qui sert surtout à enrichir un marchand d'armes bien français comme Dassault. Il ne devrait pas y avoir de scrupules à réquisitionner les biens de la bourgeoisie, cela fait des années que les conditions de vie des classes populaires sont prises en otage.

Pour accomplir cette tâche, les travailleurs de France et des autres pays d'Europe peuvent être les meilleurs alliés des travailleurs de Grèce. Car nous partageons les mêmes intérêts et peut-être bientôt le même sort.

Evacuation, gare fantôme !

Samedi 4 juillet, la gare de Lyon Part Dieu a été évacuée suite à des colis suspects sous gare. Les forces de l'ordre sur les dents, les usagers en panique et les cheminots en manque de communication et d'infos comme d'habitude.

Notre sécurité passe avant les profits ! A quand des tests d'évacuation qui n'auraient pas lieu en soirée ou en période de faible affluence ?

NT, le grand retour !

Disons plutôt qu'il n'y a jamais eu de grand départ.

La chaleur étouffante, les conditions de travail dégradées, vigipirate ; les manques d'effectif pèsent. La direction voudrait faire croire que c'est la faute aux malades et aux préavis de Sud Rail. Mais avant de compter les grévistes sur la feuille de présence, on peut compter les NT !

Et pour les malades, que nos dirigeants viennent bosser dans nos conditions de travail, ils comprendront pourquoi les médecins nous arrêtent !

OùRA aux abonnés absents

Allez où vous voulez en Rhône-Alpes, mais surtout pas au guichet !!! Avec l'ouverture de l'espace OùRA de Part Dieu en journée l'été, pour les usagers abonnés de travail, impossible de venir pendant les horaires d'ouverture.

La direction n'a pas assez de monde pour faire des remplacements, donc c'est la qualité de service qui en prend un coup !

De l'argent il y en a...

Pépy nous justifie les suppressions de postes par le manque de moyens, il nous parle de rentabilité quand il supprime des lignes. En revanche, il se permet de déboursier 28 millions d'euros pour le rachat de « oui car », société de covoiturage.

Ces fameux gains de productivité sont réservés aux opérations financières, au détriment de la sécurité des usagers et des embauches !

Km tram-train : pile je gagne, face tu perds !

Depuis des mois, l'équipe de CRTT, conducteurs de tram-train de l'ouest lyonnais est en sous-effectif chronique. La direction a remis tant qu'elle a pu la mise en place d'une nouvelle école, et nos collègues gèrent la misère à coups de suppressions quotidiennes.

Mais avec l'été et les congés protocolaires... ça craque ! La boîte a décidé d'alléger massivement le plan de transport en divisant quasiment par deux le nombre de circulations.

Et pour éviter les amendes de la Région, nos brillants dirigeants ont trouvé la parade. Les objectifs du Conseil Régional étant exprimés en km-train, ils ont décidé de faire rouler deux rames en UM pour chaque

tram-train maintenu : comme par magie, l'allègement du plan de transport devient invisible. Il ne coûte rien à la boîte. Le financement est entièrement à la charge du contribuable, et les désagréments sont pour l'abonné de travail !

Double peine pour les usagers et les cheminots

Les usagers de la gare du Péage de Roussillon ont du s'habituer aux conséquences d'une présence en gare au rabais. Désormais le guichet de la gare ferme à 19h00 au lieu de 20h10.

Sauf que le dernier bus part à 20h05 et ne permet pas les correspondances en cas de retard du TER. Les usagers abandonnés en pleine gare trouvant les guichets fermés se précipitent sur le téléphone de voie interpellant l'agent de circulation qui doit donc gérer des problèmes d'escale en plus de son travail.

Comique de répétition

Après l'affaire des rames trop larges pour les quais, la direction réédite son sketch en venant de s'apercevoir que les nouvelles rames de la ligne *Les Arcs-Vintimille* étaient trop hautes pour passer dans les tunnels.

Maintenant c'est certains, Pepy, Rapoport et consort sont les clowns les mieux payés de France.

Patron incognito

Des usagers de la ligne du RER D ont envoyé une lettre pour l'inviter à se rendre compte de la pénibilité de leurs conditions de voyages dans des rames bondés et sans clim en période de canicule.

Si pour l'instant, cette lettre est restée sans réponse, c'est une bonne idée dont on peut s'inspirer. Si Pepy le désire, il peut venir bosser une semaine sur les quais, aux guichets, à l'entretien ou encore au matériel pour se rendre compte de la pénibilité de nos conditions de travail.

Romilly : l'écœurement

La fermeture de l'atelier de Romilly, prévue pour 2019, va laisser 530 cheminots sur le carreau. Les collègues ont souvent déménagé dans la région pour rejoindre cet atelier dernier cri, achetant des petits pavillons à 120 000 euros... Qui se revendent aujourd'hui 60 000 euros car la ville est sinistrée.

La pilule ne passe pas, et les camarades se battent contre la fermeture. C'est tous ensemble qu'on mettra fin aux suppressions d'emploi.

On embauche ?

Par rapport au budget, il y avait 50 000 postes de fonctionnaires non couverts fin 2014.

Et si on regardait plutôt en fonction des besoins de la population, ce serait des centaines de milliers de postes qu'il faudrait créer.

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : npa.cheminots.lyon@gmail.com